

Israël/Au lendemain des élections législatives

Netanyahu menacé, nouvelle impasse politique

AFP  
Jérusalem/Israël

**A égalité avec son adversaire Benny Gantz, le Premier ministre n'est pas en mesure de former un gouvernement.**

LE Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu apparaissait menacé hier au lendemain d'élections législatives qui le placent à égalité avec son rival Benny Gantz, et surtout incapable de former un gouvernement, ouvrant ainsi la voie à des tractations douloureuses pour accoucher d'une coalition. Benjamin Netanyahu, au pouvoir sans interruption depuis dix ans, avait joué son va-tout sur ce scrutin et pourrait, pour une rare fois dans sa carrière politique, perdre la mise. Après plus de 90 % des bulletins dépouillés selon les médias israéliens, son parti Likoud et la formation centriste Kahol Lavan ("bleu-blanc") de M. Gantz obtiennent respectivement 31 et 32 sièges sur les 120 de la Knesset, le Parlement, et ne parviennent pas, même avec leurs alliés respectifs, à franchir le seuil des 61 députés pour obtenir une majorité. "Nous allons attendre les résultats finaux (...) nous allons attendre un jour ou deux, et souhaiter à Israël un gouvernement d'union", a déclaré hier matin M.

Gantz. Ce dernier avait plaidé dans la nuit pour "un large gouvernement d'union exprimant la volonté du peuple". "Nous avons entamé les négociations et je parlerai avec tout le monde", avait-il déclaré. **FIN DE "L'ERE NETANYAHU"?** • Face à lui, M. Netanyahu avait appelé à la formation d'un "gouvernement sioniste fort", sans la participation de "partis arabes antisionistes". "Il n'y aura pas et il ne peut pas y avoir de gouvernement qui s'appuie sur des partis arabes antisionistes, des partis qui nient l'existence même d'Israël en tant qu'État juif et démocratique", a lancé M. Netanyahu. En Israël, le président consulte les députés élus qui doivent lui recommander un chef de gouvernement. Or les partis arabes, hostiles au Premier ministre en poste et qui sont en passe de s'imposer comme la troisième force politique à la Knesset, avec 12 sièges, ont déjà suggéré qu'ils allaient s'opposer à la désignation de M. Netanyahu, sans confirmer s'ils allaient soutenir celle de Benny Gantz. "L'ère Netanyahu s'est achevée", a déclaré dans la nuit Ahmed Tibi, l'un des ténors de la "Liste unie" des partis arabes. "Si Benny Gantz appelle, nous lui communiquerons nos



Le Premier ministre Benjamin Netanyahu est loin d'avoir obtenu dans les urnes ce qu'il espérait : s'imposer à la tête d'un nouveau gouvernement de droite.

conditions" pour le soutenir, a-t-il ajouté. Le Likoud et le parti "bleu-blanc" doivent négocier entre eux, et/ou avec d'autres formations, afin de pouvoir prétendre former un nouveau gouvernement et éviter le scénario du printemps quand M. Netanyahu avait été incapable de former une coalition à l'issue d'élections déjà âprement disputées. Résultat, il avait dissous le Parlement et convoqué un nouveau scrutin, celui de mardi, espérant faire bouger les plaques tectoniques de la politique israélienne pour s'imposer à la tête d'un nouveau gouvernement de droite. L'issue de ce nouveau scrutin était d'autant plus cru-

ciale pour M. Netanyahu qu'il intervient avant sa comparution devant la justice le 3 octobre pour des affaires de "corruption", "d'abus de confiance" et de "malversations", et qu'il cherche à obtenir une immunité du Parlement. Mais les résultats des élections de mardi sont à peu près les mêmes que ceux d'avril, hormis l'ascension des partis arabes et de la formation Israël Beitenou dirigée par Avigdor Lieberman. **"MALADIE DE LA HAINE"** • Pour l'instant "non-aligné" sur MM. Netanyahu ou Gantz, M. Lieberman est crédité de neuf sièges qui pourraient faire pencher la balance et a appelé à la formation d'un

"gouvernement d'union nationale". "Il n'y a qu'une option pour nous et c'est la formation d'un large gouvernement d'union nationale et libéral avec Israël Beitenou, le parti bleu-blanc et le Likoud", a déclaré M. Lieberman, excluant la participation de partis juifs ultra-orthodoxes et arabes. M. Lieberman a mené sa campagne contre les partis juifs ultra-orthodoxes, alliés du Likoud, qu'il accuse de vouloir faire d'Israël un État religieux. Outre les partis ultra-orthodoxes, M. Lieberman a aussi tiré à boulets rouges ces dernières années sur les formations arabes. "Israël a un problème. Au cours des derniers mois, le pays a souffert d'une plaie saignante. Nous avons été atteints de la maladie de la haine. (...) Certaines personnes veulent voir les divisions s'accroître entre la "droite" et la "gauche", mais c'est précisément de cette façon que la maladie croît", notait hier l'analyste israélien Ben-Dror Yemini dans les pages du Yediot Aharonot. "Mais un gouvernement équilibré, qu'il soit de droite ou de gauche, ne fera que renforcer le problème et rendre Israël plus vulnérable. Nous avons besoin d'un traitement et le seul traitement envisageable dans la situation actuelle est l'unité, un gouvernement d'union".

A travers le monde

• Afghanistan/Attentat. Quatre morts à Jalalabad



Quatre civils ont été tués et 12 autres blessés hier dans une attaque kamikaze contre un bâtiment officiel de Jalalabad, dans l'est de l'Afghanistan, suivie de combats avec des attaquants qui s'y étaient retranchés et dont trois ont été tués.

• Espagne/Politique. Sans alliés, Sanchez repart en campagne



Incapable de former un gouvernement pendant cinq mois, le Premier ministre sortant Pedro Sanchez est reparti en campagne hier en demandant aux Espagnols une majorité nette lors du prochain scrutin de novembre mais l'exaspération montait dans le pays face à l'instabilité chronique.

• Etats-Unis/Diplomatie. Durcissement "substantiel" des sanctions contre l'Iran

Donald Trump a annoncé hier un durcissement "substantiel" des sanctions contre l'Iran, après les attaques de samedi contre des installations pétrolières en Arabie saoudite dont la responsabilité a été imputée par Washington à Téhéran.

• Portugal/Corruption. Démission d'un secrétaire d'Etat

Le secrétaire d'Etat portugais à la Protection civile, le socialiste José Artur Neves, a démissionné hier après l'ouverture d'une enquête sur l'acquisition apparemment frauduleuse de matériel pour la prévention des risques de feux de forêt.

• Yémen/Conflit. Les rebelles menacent encore

Les rebelles yéménites Houthis ont menacé hier de frapper "des dizaines de cibles" aux Emirats arabes unis, l'un des piliers de la coalition militaire que dirige l'Arabie saoudite au Yémen.

Algérie/Politique

L'armée va empêcher l'accès des manifestants d'autres régions à Alger

AFP  
Alger/Algérie

**Annnonce du chef d'état-major de l'armée et homme fort du pays, le général Ahmed Gaïd Salah.**

LE général Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major de l'armée et homme fort de l'Algérie, a indiqué hier avoir ordonné à la gendarmerie d'empêcher l'accès de la capitale Alger aux manifestants d'autres régions du pays. Cette démarche intervient trois jours après l'annonce par le président intérimaire Abdelkader Bensalah d'une nouvelle date – le 12 décembre – pour la tenue d'une élection présidentielle, un scrutin catégoriquement rejeté par le mouvement de contestation chaque vendredi dans les rues de la capitale. "J'ai donné des instructions à la gendarmerie nationale" pour empêcher la venue de manifestants "d'autres wilayas" (préfec-

tures) à Alger, a déclaré dans un discours le général Gaïd Salah. A cette fin, il a appelé à "l'application rigoureuse des réglementations en vigueur, y compris l'interpellation" et la saisie "des véhicules et des autocars utilisés", ainsi que la délivrance d'"amendes à leurs propriétaires". Dans ce discours prononcé à Tamanrasset, dans l'extrême sud, le général Gaïd Salah a motivé sa démarche par l'existence de "certaines parties (...) aux intentions malveillantes, (qui) font de la liberté de déplacement un prétexte pour justifier leur dangereux comportement", lequel "consiste à créer tous les facteurs qui perturbent la quiétude des citoyens". Ces "parties", non identifiées, drainent "chaque semaine des citoyens issus de différentes wilayas (préfectures) du pays vers la capitale afin d'amplifier les flux humains dans les places publiques, avec des slogans tendancieux qui n'ont rien d'innocent", a argué



Le chef d'état-major de l'armée, Ahmed Gaïd Salah, a donné des instructions à la gendarmerie nationale afin d'empêcher la venue de manifestants d'autres préfectures à Alger.

Ahmed Gaïd Salah. "Leur véritable objectif est d'induire l'opinion publique nationale en erreur avec ces moyens trompeurs pour s'autoproclamer fallacieusement comme les porte-voix du peuple algérien", a-t-il ajouté. Depuis bientôt sept mois, l'Algérie – en particulier Alger – est le théâtre chaque vendredi de manifestations contre le pouvoir. Celles-ci ont abouti à

la démission du président Abdelaziz Bouteflika début avril, et elles se poursuivent avec parmi ses mots d'ordre le départ de l'ensemble du "système" au pouvoir. L'annonce du chef d'état-major de l'armée intervient trois jours après l'annonce d'une nouvelle date pour la tenue d'une présidentielle, le 12 décembre. Une précédente tentative

d'organiser ce scrutin, le 4 juillet, avait échoué, faute de candidat et face au refus obstiné de la contestation, dont les manifestations se sont poursuivies sans le moindre signe d'essoufflement. Le mouvement ("Hirak") rejette la tenue d'une élection avec le gouvernement actuel. Il réclame le démantèlement de l'appareil hérité des 20 ans de présidence Bouteflika ainsi que la mise en place d'institutions de transition, ce que refuse le pouvoir. Ce mardi, comme chaque semaine, les étudiants ont manifesté pour la 30e semaine consécutive, en exprimant leur opposition persistante à la tenue d'une élection présidentielle. Les manifestations étaient officiellement interdites à Alger depuis 2001 lorsque la contestation a subitement éclaté, le 22 février, face à la perspective d'un cinquième mandat d'Abdelaziz Bouteflika.